



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 2 novembre 2022

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

SOMMAIRE

La soutenabilité des dettes publiques

- 9 Introduction
JEAN-PAUL POLLIN
XAVIER RAGOT
- 23 Entretien avec
OLIVIER BLANCHARD

Les enseignements de quelques expériences historiques

- 41 Quelles leçons de l'histoire ?
ou comment faire face aux fortes augmentations de dette publique ?
VINCENT BIGNON
PIERRE SICSCIC
- 67 Crises et capacité d'endettement public : la révolution financière anglaise aux XVII^e et XVIII^e siècles
PIERRE DOCKÈS
- 85 La dette publique en France au XIX^e siècle
François R. VELDE
- 101 La dette publique : marqueur des transformations de l'économie française
ROBERT BOYER
OLIVIER BOYLAUD

Définir et évaluer la soutenabilité

- 121 Faut-il s'inquiéter du poids élevé des dettes publiques ? Les leçons du cas japonais
ANTON BRENDER
FLORENCE PISANI

- 139 Un « fardeau » de la dette publique ?
Les limites du concept de soutenabilité
MAXIME MENUET
PATRICK VILLIEU
- 165 La dette publique est-elle toujours soutenable ?
XAVIER TIMBEAU
- 185 Dette optimale et dette soutenable : un nouveau dilemme à la Triffin
XAVIER RAGOT

Quelles solutions pour assurer des trajectoires soutenables ?

- 201 La question de l'endettement public en sept points
PATRICK ARTUS
- 217 Comment assurer la soutenabilité de la dette publique française ?
FRANÇOIS ECALLE
- 229 Le travail politique de la signature financière : cantonnement de la dette Covid et restauration de l'ordre du débat public
ANNE-LAURE DELATTE
BENJAMIN LEMOINE
- 245 Les politiques monétaires sous l'emprise de la « dominance budgétaire » : pourquoi, comment et jusqu'où ?
JEAN-PAUL POLLIN

La soutenabilité dans le cadre budgétaire européen

- 265 Quelles règles budgétaires pour quelle UEM ?
PIERRE JAILLET
CHRISTIAN PFISTER

- 295 Dette, soutenabilité et responsabilité démocratique européenne
JÉRÔME CREEL

- 311 L'Europe et la dette
LARS P. FELD

Chronique d'histoire financière

- 323 Une esthétique du portefeuille :
la composition exotique des titres
financiers de Marcel Proust
OUESSAMA OURIEMMI

Articles divers

- 335 Capital investissement et
capital humain

JOSSE ROUSSEL
FATEN BEN BOUHENI
ALEXANDRE GUILLARD

- 357 De la nécessité d'une adaptation
de la réglementation sur l'usage
de la monnaie électronique : le cas
du *mobile money* dans la CEMAC
DÉSIRÉ AVOM
HONORÉ BIDIASSE
GRÉGORY MVOGO

ARTICLES

515

Le droit réel *sui generis* : plaidoyer pour une utilisation décomplexée ... et raisonnée
Nicolas Kilgus

539

Exécution imparfaite de la prestation et réduction du prix
Francis Limbach

RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

ARTICLES

559

Typologie des problèmes juridiques et argumentation
Frédéric Rouvière

CHRONIQUES

575

L'exclusion du contrôle de conventionnalité *in concreto*
Pascale Deumier

687

Protection du logement de la famille et procédure collective
Isabelle Dauriac

ref : 602203



9 782996 022037

DALLOZ

Lefebvre Dalloz



Version numérique incluse*



ARTICLES

Le droit réel <i>sui generis</i> : plaidoyer pour une utilisation décomplexée ... et raisonnée par Nicolas Kilgus.....	515
Exécution imparfaite de la prestation et réduction du prix par Francis Limbach	539
Typologie des problèmes juridiques et argumentation par Frédéric Rouvière.....	559

CHRONIQUES

Sources du droit en droit interne par Pascale Deumier.....	575
Personnes et droits de la famille par Anne-Marie Leroyer.....	589
Obligations et contrats spéciaux	
Obligations en général par Hugo Barbier	604
Responsabilité civile par Patrice Jourdain.....	631
Contrats spéciaux par Pierre-Yves Gautier.....	650
Propriété et droits réels par William Dross.....	656
Sûretés et publicité foncière par Charles Gijsbers	674
Successions et libéralités par Michel Grimaldi.....	682
Régimes matrimoniaux par Isabelle Dauriac.....	687
Droit judiciaire privé	
Source. Organisation judiciaire et juridiction. Compétence. Action par Philippe Théry.....	696
Procédure de l'instance. Jugements et voies de recours. Procédures civiles d'exécution par Nicolas Cayrol.....	703
Législation française par Aude Denizot.....	713

BIBLIOGRAPHIE

Revue des ouvrages	
Ouvrages en général sous la responsabilité de Sébastien Pimont et Vincent Forray	719
Ouvrages historiques ou anciens sous la responsabilité de Florent Garnier et Nader Hakim	728
Ouvrages étrangers sous la responsabilité de Eric Descheemaeker et Jonas Knetsch	732
Revue des thèses	
sous la responsabilité de Gaël Chantepie, Christian Jubault et Catherine Puigelier	741
Revue des revues	
sous la responsabilité de Frédéric Rouvière.....	755

TABLES

Tables trimestrielles	769
-----------------------------	-----

BRDA

BULLETIN RAPIDE

N° 21

1^{ER} NOVEMBRE

22



QUESTION D'ACTUALITÉ SOCIÉTÉ ET ASSOCIATION, DEUX GROUPEMENTS SI DIFFÉRENTS ?

Les enseignements d'un arrêt récent sur la mise en cause de la responsabilité du dirigeant d'une association.

20


www.efl.fr


À LA UNE

Question pratique - Négociations commerciales et rupture brutale de relations commerciales établies

27

Sociétés - Révocation d'un dirigeant de SAS : un acte extrastatutaire ne peut pas déroger aux statuts

4

Commentaire - Extinction nocturne des publicités et enseignes lumineuses : le décret est publié

18



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Dispositions extrastatutaires relatives à la révocation d'un dirigeant de SAS contraires aux statuts
- 4 - Clauses d'exclusion dans les SAS
- 5 - Action en réparation pour abus de majorité
- 6 - Dissolution d'une société en cas de mésentente entre associés égalitaires
- 7 - Prescription de l'action sociale en responsabilité contre un gérant de SNC
- 7 - Fixation de la rémunération du gérant de SNC

Bourse

- 8 - Condition de validité d'une offre de retrait

Entreprise en difficulté

- 9 - Banqueroute par tenue d'une comptabilité irrégulière
- 10 - Confidentialité de la procédure de conciliation
- 10 - Recours des créanciers contre la décision constatant l'exécution du plan
- 11 - Ouverture d'une procédure collective contre une partie à une instance en cours

Contrats

- 12 - Modification du portefeuille de l'agent commercial par le mandant
- 13 - Clause d'arbitrage inapplicable
- 13 - Mise en œuvre d'une clause résolutoire de plein droit

Finances de l'entreprise

- 14 - Opposabilité de la disproportion d'un cautionnement
- 15 - Responsabilité d'une banque qui paye des faux chèques

Biens de l'entreprise

- 15 - Droit de préférence conventionnel du locataire commercial

Consommation

- 16 - Encadrement du démarchage téléphonique

Et aussi...

- 17 - Obstacle à la prescription acquisitive

Commentaire

- 18 - Extinction des publicités et enseignes lumineuses

Question pratique

- 24 - Négociations commerciales et rupture brutale de relations commerciales établies

Veille

- 27 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



20

SOCIÉTÉ ET ASSOCIATION, DEUX GROUPEMENTS SI DIFFÉRENTS ?

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 44 du 31 octobre 2022

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

[Du pain, des jeux, du boycott](#)

N° 1216 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

[Les avocats au soutien des femmes iraniennes](#)

N° 1217 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | COLLOQUE

[Les juristes comptent parfois des héros](#)

N° 1218 - Par Christian CHARRIÈRE-BOURNAZEL , Pierre-Yves GAUTIER et Sarah VIVAT

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE

[Quand l'ombre de Portalis met en lumière l'impératif de simplification normative](#)

N° 1219 - Par Marc PITON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | TESTAMENT

[Nullité d'un testament mystique pour défaut de certitude sur l'expression des dernières volontés de la testatrice](#)

N° 1220

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 20 au 26 octobre 2022](#)

N° 1221

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 octobre 2022](#)

N° 1222

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[Contribution à la définition de ce que n'est pas une demande nouvelle en cause d'appel](#)

N° 1223 - Par Catherine TIRVAUDEY

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

[L'intervention forcée d'une partie devant une cour d'appel statuant sur renvoi après cassation n'est encadrée par aucun délai](#)

N° 1224 - Par Harold HERMAN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRIBUNAUX DE COMMERCE

[Le régime de réélection des juges consulaires à nouveau actualisé](#)

N° 1225

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Usage pour la première fois de la procédure de rejet pour défaut de priorité

N° 1226

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 20 au 26 octobre 2022

N° 1227

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 octobre 2022

N° 1228

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Nullité versus rétractation en droit de la consommation

N° 1229 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Nullité du licenciement et pluralité des motifs de rupture

N° 1230 - Par François MÉLIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

L'ordonnance relative aux droits sociaux des personnes détenues est publiée

N° 1231

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 13 au 26 octobre 2022

N° 1232

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 octobre 2022

N° 1233

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SANTÉ PUBLIQUE

Anima in sanguine est ?

N° 1234 - Par François VIALLA

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 20 au 26 octobre 2022

N° 1235

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 10 au 16 octobre 2022

N° 1236

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DOMAINE PUBLIC MOBILIER

L'indemnisation du préjudice subi par le détenteur de bonne foi d'un bien culturel faisant l'objet d'une action en revendication

N° 1237 - Par Sophie MONNIER

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | INTERDICTION DE DISCRIMINATION

Inclusion des prestations sociales dans le champ de la « vie familiale »

N° 1238 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ D'EXPRESSION

Inconventionnalité de la condamnation d'une Femen pour exhibition sexuelle

N° 1239 - Par Aurélia SCHAHMANECHE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DISCRIMINATION

Le voile islamique n'est finalement qu'un signe religieux

N° 1240 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | SYNDICATS PROFESSIONNELS

Les limites d'un modèle unique de société européenne

N° 1241 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | COMMISSION EUROPÉENNE

La Commission européenne présente son programme de travail pour 2023

N° 1242

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | DONATION AVEC CHARGES

Donation avec charge de soins et famille : entre sacrifices et jalousies

N° 1243 - Par Valérie DOUMENG

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONTRAT DE TRAVAIL

La clause de non-concurrence est applicable pour tout motif de rupture, y compris la démission 5 semaines après l'embauche

N° 1244 - Par Martine GARNIER

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine**

LA CHRONIQUE | DROIT DE LA FAMILLE

Droit de la famille

N° 1245 - Par Adeline GOUTTENOIRE , Michel FARGE , Yann FAVIER , Marie LAMARCHE et Muriel REBOURG

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNION EUROPÉENNE

Émergence d'un cadre européen pour la finance numérique

N° 1246 - Par Daniel ARROCHE et Antonia TELEMAN

[Consulter le PDF](#)**La Semaine du praticien**

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BAUX COMMERCIAUX

Statut du bail professionnel : état des lieux en huit questions-réponses

N° 1247 - Par Emmanuelle BOURETZ et Louis HELFRE-JABOULAY

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | UNIVERSITÉS

Précisions sur l'éligibilité des dépenses afférentes à des recherches menées dans le domaine du droit

N° 1248

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MAJEURS PROTÉGÉS

Mandat de protection future : les recommandations du CSN pour améliorer la mise en œuvre

N° 1249

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

[« Paquet législatif LCB-FT » : motion du CNB](#)

N° 1250

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 44 du 27 octobre 2022

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

3 QUESTIONS - Violation des clauses d'un contrat de licence de logiciel : l'éditeur est bien recevable à agir en contrefaçon !

N° 885 - Par Clément MONNET

[Consulter le PDF](#)

BANQUE

Peu de hausses dans les tarifs bancaires en 2022

N° 886

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Revue Actes pratiques et ingénierie sociétaire

N° 887

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Cahiers de Droit de l'Entreprise

N° 888

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Hausse des créations d'entreprises en septembre 2022

N° 889

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | AGENT COMMERCIAL

Faute grave justifiant la rupture du contrat d'agence commerciale : la perte par le mandataire de son droit à réparation n'empêche pas l'indemnisation du mandant

N° 890

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ASSURANCE

Détermination de l'assureur tenu à garantie en cas de polices successives souscrites en base réclamation

N° 891

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

« Paquet législatif LCB-FT » : le CNB dénonce « les atteintes aux principes d'indépendance et d'auto-régulation de la profession »

N° 892

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Recours de l'établissement de crédit débiteur contre l'ordonnance de saisie : la Cour

confirme à nouveau l'irrecevabilité du pourvoi

N° 893

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Règlement sur les abus de marché : normes techniques de réglementation établissant un modèle pour les contrats de liquidité

N° 894

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS COMMERCIAUX

Contrat de distribution exclusive : pas de transfert automatique lors d'une cession de fonds de commerce

N° 895

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DONNÉES PERSONNELLES

Leboncoin.fr : la Cour de cassation consacre la possibilité d'une protection autonome d'une sous-base de données

N° 896

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

Interdiction de toute publicité lumineuse en cas de menace pour la sécurité d'approvisionnement en électricité

N° 897

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

Un recul des sollicitations de la médiation du crédit au 3e trimestre 2022

N° 898

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Obligation d'adhésion à une association professionnelle agréée des courtiers d'assurance et IOBSP et pouvoir de sanction de ces associations : conformité à la Constitution

N° 899

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Le Conseil constitutionnel valide le dispositif de déréférencement des sites internet sur injonction de la DGCCRF

N° 900

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Évaluation de l'indemnité à allouer au salarié licencié : le débat doit être porté par l'employeur

N° 901

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Le CSE ne peut pas invoquer l'ilégalité d'une clause d'un accord de participation qu'il a lui-même signé

N° 902

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | BIC-IS

Comptes courants d'associés : taux maximum des intérêts déductibles

N° 903

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | DOUANES

Le Parlement européen adopte le guichet unique douanier

N° 904

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Diffusion d'un « questions-réponses » sur le régime de l'assujetti unique à la TVA

N° 905

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

Les locaux hébergeant des serveurs informatiques ne constituent pas des locaux de stockage

N° 906

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

SAS : vers l'exclusion de l'exclusion ?

N° 1353 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Financement de l'acquisition d'un immeuble par compte courant de son associé et fictivité de société

N° 1354 - Par Henri HOVASSE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

N'en déplaise à ses associés, la mention seule du titre de directeur général de la SAS dans l'extrait Kbis ne présume pas de sa qualité de représentant de celle-ci à l'endroit des tiers !

N° 1355 - Par Bee RECEVEUR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'extension de la notion de consommateur

N° 1356 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMPTABILITÉ

Droit comptable

N° 1357 - Par Jean-Louis NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Les incidences bancaires de la séparation légale de patrimoine de l'entrepreneur individuel

N° 1358 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Cautionnement et compensation, ou la quadrature du cercle

N° 1359 - Par Bastien ALIDOR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

Banque - Responsabilité du banquier - Manquement à l'obligation de mise en garde du banquier - Existence d'un risque d'endettement excessif

N° 1360

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Contrôle et contentieux URSSAF

N° 1361 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PLUS-VALUES

Sursis à imposition en cas d'apport-cession (CGI, art. 150-0 B)

N° 1362 - Par D. F.

[Consulter le PDF](#)

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Pacte d'actionnaires : clause de sortie conjointe et article 145 du Code de procédure civile → PAGE 11

Arnaud REYGROBELLET

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

Responsabilité encourue en cas de révocation du cogérant de SARL → PAGE 20

Bruno DONDERO

DOCTRINE

Des apports rémunérés par des valeurs mobilières donnant accès au capital ? → PAGE 37

Hervé LE NABASQUE

Prendre le droit de la RSE au sérieux → PAGE 41

Morgane TIREL

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

BJS201l0 • Incidence de la dissociation des qualités d'associé et de caution d'une dette sociale	4
Jean-François BARBIÈRI – Cass. com., 6 juill. 2022, n° 20-17279, F-B	
BJS201l7 • Indépendance de la consultation sur les orientations stratégiques et des consultations ponctuelles	6
Gilles AUZERO – Cass. soc., 21 sept. 2022, n° 20-23660, BR	
BJS201j3 • Une possible réparation du préjudice moral d'affection de la personne morale	8
Renaud SALOMON – Cass. crim., 8 juin 2022, n° 21-84493, F-D	

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

BJS201l9 • Pacte d'actionnaires : clause de sortie conjointe et article 145 du Code de procédure civile	11
Arnaud REYGROBELLET – CA Paris, 1-2, 30 juin 2022, n° 21/22399	
BJS201i9 • Abus de biens sociaux, présentation de comptes infidèles et constitution de partie civile	14
Renaud SALOMON – Cass. crim., 9 juin 2022, n° 21-82545, F-D	
BJS201k9 • L'annulation d'un appel public à l'épargne irrégulier	16
Arnaud REYGROBELLET – CA Versailles, 13 ^e ch., 14 juin 2022, n° 21/05865	

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

BJS201l8 • Responsabilité encourue en cas de révocation du cogérant de SARL	20
Bruno DONDERO – CA Douai, 2-1, 8 sept. 2022, n° 20/04530	
BJS201k7 • Prescription de l'action <i>ut singuli</i> et dissolution de SARL pour mésentente entre concubins	22
Laurence CAMENSULI-FEUILlard – CA Montpellier, ch. com., 28 juin 2022, n° 20/01217	
BJS201k0 • Refus de transmission d'une QPC sur l'irrecevabilité de l'action <i>ut singuli</i> dans le cadre associatif	24
Jean-Christophe PAGNUCCO – Cass. 3 ^e civ., 7 juill. 2022, n° 22-10447, FS-B	

FUSIONS ACQUISITIONS

BJS201j0 • Saisie conservatoire dans le sillage de la contestation d'une fusion	28
Bruno DONDERO – CA Toulouse, 3 ^e ch., 30 juin 2022, n° 21/04121	
BJS201k3 • Fusion contestée : mainlevée de la saisie conservatoire	30
Bruno DONDERO – CA Toulouse, 3 ^e ch., 30 juin 2022, n° 21/04093	

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

BJS201l5 • Dirigeant social non exemplaire mais exemplarité des sanctions : nouvelle illustration	32
Thierry FAVARIO – CA Paris, 5-9, 8 sept. 2022, n° 21/15070	

BJS201k4 • Responsabilité pour insuffisance d'actif et interdiction de gérer

34

Sébastien JAMBORT – CA Nîmes, 4^e ch. com., 29 juin 2022, n° 21/04575

DOCTRINE

BJS201m2 • Des apports rémunérés par des valeurs mobilières donnant accès au capital ?

37

Hervé LE NABASQUE

BJS201m1 • Prendre le droit de la RSE au sérieux

41

Morgane TIREL

Gazette du Palais

31 OCTOBRE 2022

142^e ANNÉE · N° 35

· HEBDOMADAIRE ·

À la une

Barème de capitalisation 2022

par Frédéric PLANCHET et Guillaume LEROY



L'édition 2022 du Barème de capitalisation des rentes des victimes de la Gazette du Palais est sortie. Comme les années précédentes, ce millésime tient compte de l'évolution de l'espérance de vie ainsi que des données financières et économiques les plus proches de la réalité, pour offrir aux praticiens l'outil le plus fiable possible.



© Olivier Le Moal_AdobeStock

Actualité

Les avocats envisagent des recours contre le 8^e paquet de sanctions contre la Russie

focus

Technique

Le secret de l'instruction, l'avocate / l'avocat et la communication dans les médias

étude par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO

Jurisprudence

Le cédant n'a pas qualité pour déclarer la créance cédée même s'il bénéficie d'un mandat d'encaissement

note par Thibaut DUCHESNE sous Cass. com., 5 oct. 2022

Gazette Spécialisée

DROIT DES SOCIÉTÉS

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- Dorothée GALLOIS-COCHE

Professeure à l'université Paris-Dauphine

- Maud LAROCHE

Professeure à l'université de Rouen Normandie

AVEC LA PARTICIPATION DE

Clément BARRILLON, Bastien BRIGNON, Matthieu BUCHBERGER, Guillaume GRUNDELER, Xavier LEMARÉCHAL, Vincent MALASSIGNÉ, David MANTIENNE, Thibaut MASSART, Claire-Anne MICHEL, Jean-Marc MOULIN, Bénédicte PÉREZ, Karine RODRIGUEZ, Edmond SCHLUMBERGER, Mathieu STOCLET et Anne-Françoise ZATTARA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnier
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél. : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr
Abonnements :
Tél. : 01 40 93 40 40
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2022
* Prix TTC au n° : 20 €
+ frais de port
* Abonnement France (un an) :
Journal seul : 540,11 € TTC
Recueils + table seuls : 525,82 € TTC
Journal, recueil + table : 723,89 €
* Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 609 €
Journal, recueil + table : 819 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LexensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 689 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2021, n°GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lexenso.fr

Actualité

GPL441z8 ■ Les avocats envisagent des recours contre le 8 ^e paquet de sanctions contre la Russie	3
GPL442a1 ■ Conseil national de la médiation : la composition est enfin connue	5
GPL441w7 ■ « Magistrats et avocats contribuent, chacun à leur place, à l'œuvre commune de justice » entretien avec Bernard BEIGNIER, Jean VILLACÈQUE et Jean VOLFF	6

Technique

GPL441x8 ■ Le secret de l'instruction, l'avocate / l'avocat et la communication dans les médias étude par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO	8
GPL441x1 ■ Barème de capitalisation 2022 étude par Frédéric PLANCHET et Guillaume LEROY	11

Jurisprudence

GPL441x9 ■ Le cédant n'a pas qualité pour déclarer la créance cédée même s'il bénéficie d'un mandat d'encaissement note par Thibaut DUCHESNE sous Cass. com., 5 oct. 2022	15
GPL441q7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD	19
GPL441y7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC	23
GPL441q6 ■ Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA https://lex.so/GPL441q6	BL

Aux marches du Palais

Portrait

GPL441z9 ■ Claude Garcia, bâtonnier de Pau	26
--	----

Gazette Spécialisée

DROIT DES SOCIÉTÉS	27
Sous la responsabilité scientifique de Dorothée GALLOIS-COCHET et Maud LAROCHE	

Petites affiches

DOCTRINE

Accord sur le *streaming* musical : la reconnaissance d'une garantie de rémunération minimale au profit des artistes

Johanna Bacouelle

La place des fictions dans les sciences juridiques et criminologiques

Anne-Blandine Caire

Le mécénat de compétences : un pari gagnant

Marie Simon

JURISPRUDENCE

Droit de visite des petits-enfants : grands-parents quels sont vos droits ?

(Cass. 1^{re} civ., 2 mars 2022, n° 20-18833)

Angélique Thurillet-Bersolle

Sous-location en Airbnb d'un logement social conventionné : résiliation du bail et restitution de l'intégralité des fruits civils au propriétaire
(Cass. 3^e civ., 22 juin 2022, n° 21-18612)

Maturin Petsoko

SOMMAIRE

LPA n° 10 • Octobre 2022

DOCTRINE

LPA201v2 Décret du 24 juin 2022 : de nouvelles mesures pour accélérer le traitement du contentieux de l'urbanisme

PAGE 4

Sébastien Avallone

Le décret n° 2022-929 du 24 juin 2022 portant modification du Code de justice administrative et du Code de l'urbanisme, publié au Journal Officiel du 25 juin 2022, étend le champ d'application de la suppression du degré d'appel en contentieux de l'urbanisme et fixe à dix mois le délai de jugement des contentieux contre les refus d'autorisation d'urbanisme.

LPA201v1 L'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution française

PAGE 6

Albane Frambourt et Robin Lenseigne

L'annulation de l'arrêt Roe versus Wade par la Cour suprême américaine le 24 juin 2022 a prodigué une nouvelle ampleur au débat sur la consécration d'un droit constitutionnel à l'interruption volontaire de grossesse. Si aucun obstacle juridique ne semble s'y heurter, sa mise en œuvre concrète doit néanmoins faire l'objet d'une réflexion, notamment au regard de la formulation de ce droit et de sa place au sein du corps constitutionnel.

LPA201u8 Accord sur le streaming musical : la reconnaissance d'une garantie de rémunération minimale au profit des artistes

PAGE 8

Johanna Bacouelle

Depuis de nombreuses années, beaucoup d'artistes dénoncent la faible rémunération qu'ils retirent de l'exploitation de leur musique sur les plateformes de streaming. Une étape importante vient toutefois d'être franchie le 12 mai 2022 avec la signature d'un accord entre les représentants d'artistes-interprètes et de producteurs. Il a pour objet la mise en œuvre de nouvelles règles en matière de rémunération du streaming. Une garantie de rémunération minimale (GRM) prévue à l'article L. 212-14 du Code de la propriété intellectuelle (CPI) est désormais une réalité pour l'ensemble des artistes-interprètes lorsque leurs enregistrements sont exploités sur les plateformes de streaming en France et à l'étranger.

LPA201u7 La suppression de la redevance et la réforme du financement de l'audiovisuel public

PAGE 12

Jean-Claude Zarka

La loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022 a prévu la suppression de la contribution à l'audiovisuel public versée aux sociétés de l'audiovisuel public, dont elle constitue la principale ressource. Si le Conseil constitutionnel a jugé conformes à la Constitution les dispositions de la loi de finances rectificative relatives au nouveau financement de l'audiovisuel public, il a souhaité les assortir de deux réserves d'interprétation « encadrant les choix à venir du législateur ».

LPA201u4 La place des fictions dans les sciences juridiques et criminologiques

PAGE 16

Anne-Blandine Caire

La fiction, dans son acceptation courante comme dans son acceptation juridique, semble occuper une place importante au sein des sciences juridiques et criminologiques. Déterminer l'ampleur exacte de cette place reste cependant difficile. De façon générale, les affinités entre droit et fiction sont mises en évidence par une hypothèse relevant de la théorie générale du droit, hypothèse à la fois radicale et séduisante selon laquelle le droit peut être présenté comme un univers fictif. De façon plus spécifique, la fiction est susceptible d'être traitée comme une source du droit prospectif d'une part, des sciences criminelles d'autre part. Pour le juriste comme pour le criminologue, la fiction peut en effet faire office de laboratoire : elle permet de surmonter certaines carences cognitives et possède ainsi des vertus expérimentales.

LPA201v6 Le mécénat de compétences : un pari gagnant

PAGE 21

Marie Simon

Engagement libre de l'entreprise au service de causes d'intérêt général, le mécénat peut prendre diverses formes : don financier, don en nature ou encore don de compétences. Ce dernier, répondant à de multiples enjeux à la fois pour les salariés, les entreprises et les associations, représentait, en 2020, 11 % des mécénats. Il est aujourd'hui de plus en plus répandu. Concentrons-nous sur cette forme de mécénat.

LPA201v5 Prorogation du délai pour souscrire un PGE résilience par la loi du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022

PAGE 23

Jérôme Lasserre Capdeville

On se souvient que pour faire face au choc économique lié à la crise du coronavirus, le gouvernement a mis en œuvre, à partir de mars 2020, un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros : le prêt garanti par l'État (PGE). Il est moins connu, en revanche, que ce dispositif a connu une extension originale, à la suite de l'agression russe en Ukraine, à travers le PGE résilience qui a pour but de soutenir la trésorerie des entreprises affectées par les conséquences économiques de cette guerre. Or ce dernier a vu sa durée de souscription être prolongée jusqu'au 31 décembre 2022 par la loi de finance du 16 août 2022. Cette contribution revient plus en détail sur ce PGE « spécial ».

LPA201v4 Quelle garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques ?

PAGE 27

Yves Broussolle

Le décret n° 2022-946 du 29 juin 2022 révise et complète les dispositions réglementaires en vigueur relatives à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques, à la suite de la réforme opérée par l'ordonnance n° 2021-1247 du 29 septembre 2021.

JURISPRUDENCE

LPA201v0 Droit de visite des petits-enfants : grands-parents quels sont vos droits ?

PAGE 32

Le maintien des relations intergénérationnelles à l'épreuve de l'intérêt de l'enfant**Angélique Thurillet-Bersolle**

Cass. 1^e civ., 2 mars 2022, n° 20-18833

Les vicissitudes des familles peuvent exposer les enfants à des conflits familiaux dont ils deviennent, malgré eux, les enjeux. Le critère décisif pour le juge saisi d'un tel contentieux est l'intérêt de l'enfant.

LPA201u9 Le principe d'accès aux (télé)services publics

PAGE 34

Louis de Fournoux

CE, 3 juin 2022, n° 461694 – CE, 3 juin 2022, n° 452798

Par deux décisions, le Conseil d'État encadre le mouvement de dématérialisation de l'accès aux services publics en se penchant sur la question de la numérisation des demandes de titres de séjour. Si le principe de la dématérialisation ne se heurte à aucun obstacle, les autorités administratives doivent veiller à garantir aux usagers un accès effectif au service public, en tenant compte de la complexité des démarches et de la situation des usagers, ce qui peut impliquer une solution de substitution au « tout numérique ».

LPA201u6 Opérations de paiement non autorisées : caractérisation de la négligence grave du payeur

PAGE 40

Jérôme Lasserre Capdeville

CA Metz, 7 juill. 2022, n° 21/01492

En recevant un courriel étrange émanant d'un expéditeur suspect, le payeur aurait dû se méfier et ne pas donner suite à l'invitation à valider son numéro de mobile, et au besoin contacter personnellement sa banque. En conséquence, la réponse à ce mail suspect constitue une première négligence grave.

Ce même payeur avait ensuite communiqué son identifiant et son code secret permettant l'accès au compte bancaire sur internet et aux opérations sur celui-ci et avait utilisé des codes à usage unique pour valider des opérations qu'il n'avait pas lui-même initiées. De tels faits sont alors également constitutifs d'une négligence grave.

LPA201u5 Sous-location en Airbnb d'un logement social conventionné : résiliation du bail et restitution de l'intégralité des fruits civils au propriétaire

PAGE 44

Maturin Petsoko

Cass. 3^e civ., 22 juin 2022, n° 21-18612

Un preneur indélicat, qui utilisait l'une des trois chambres de son logement social conventionné pour jouir des revenus locatifs via la plateforme Airbnb, se voit condamné à la résiliation de son contrat de bail et à la restitution de l'intégralité des sous-loyers perçus au bailleur. Si cette solution était acquise depuis longtemps en ce qui concerne les sous-locations illégales du parc privé, la particularité de l'arrêt du 22 juin 2022 tient au fait qu'elle concerne les logements sociaux conventionnés.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
redaction@lextenso.fr